

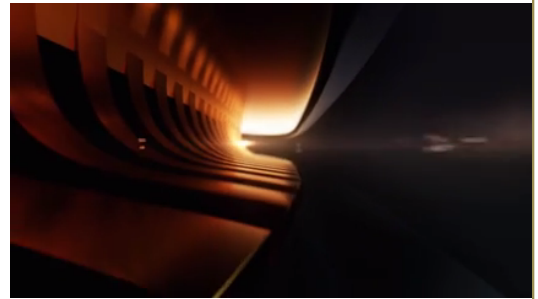


HP Elite Slice

Le plus petit PC de bureau HP
Jusqu'à 250 € HT remboursés

Equippé du processeur Intel® Core™ i7-6700T

En savoir plus



[ACCUEIL \(/\)](#)

[IDÉES - DÉBATS \(HTTP://WWW.LESECHOS.FR/IDEES-DEBATS/INDEX.PHP\)](http://www.lesechos.fr/idees-debats/index.php)

[LE CERCLE](#)

L'Etat doit récompenser les acteurs de santé pour la qualité des soins qu'ils prodiguent

PASCAL ROCHÉ ([HTTP://WWW.LESECHOS.FR/IDEES-DEBATS/CERCLE/AUTEURS/INDEX.PHP?ID=74236](http://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/auteurs/index.php?id=74236)) / Directeur général de Ramsay Générale de Santé, leader de l'hospitalisation privée en France | Le 05/01 à 18:57

Dans tous les métiers de services, le choix du client se fait a priori en toute transparence, en fonction d'un prix d'achat comparé à la qualité des prestations attendues. L'économie de la santé n'est certes pas un secteur marchand, mais en tant que métier de service, elle ne déroge pas à cette règle. Or, le secteur a cette particularité que le prix des prestations hospitalières est totalement fixé par l'Etat.

De ce constat surgit une interrogation : quel est le niveau de qualité de soins attendu pour le prix proposé, sachant que le patient ne connaît pas celui-ci ?

Dans ce contexte, l'accès à l'information devient un véritable enjeu pour les patients. Selon le sondage Odoxa pour Ramsay Générale de Santé réalisé en novembre 2016 , près d'1 Français sur 2 estime manquer d'informations sur la qualité des soins du secteur hospitalier et 4 sur 5 souhaitent la diffusion d'un classement objectif des établissements de santé sur des critères de qualité. Peut-être faut-il rapprocher ce besoin d'une constatation de la part de plus d'1/3 des Français de la dégradation de notre système de santé, appuyée par les classements de l'OMS, dévaluant la France du 1er rang en matière de Santé en 2000 au 17ème rang en 2015...

Et c'est bien le problème... Alors que la qualité des soins proposés en France semble baisser, c'est pourtant bien un critère de choix déterminant des Français au moment de choisir leur établissement de santé. Ainsi 83% des Français placent celle-ci en première position, bien loin devant la localisation de l'établissement.

Mais la qualité a un coût. Les Français ont ainsi besoin d'un secteur hospitalier robuste, et nous devons être capable de réaliser les investissements nécessaires pour bénéficier des incroyables progrès permis par la technologie et pour repenser les parcours de soins autour des patients.

Alors que la France dépense plus de 80 milliards d'euros par an en dépenses hospitalières (dépenses qui vont inévitablement augmenter d'au moins 4% par an dans les prochaines années, du fait notamment de l'augmentation des maladies chroniques), il est désormais grand temps d'adapter nos modes de financement et de réallouer les ressources pour récompenser et différencier les acteurs en fonction de la qualité des soins qu'ils prodiguent.

L'attribution des ressources sur des critères de qualité constituerait une saine émulation dans le secteur médical. Cette pratique a déjà montré son efficacité dans de nombreux autres domaines du monde des services, et de l'économie en général.

Aujourd'hui, le financement à la qualité pour les hôpitaux représente seulement 0,1% du budget total de l'Etat. Cela signifie que les budgets alloués le sont indépendamment du niveau de qualité de l'établissement. C'est un non sens.

Or, l'Etat dispose de chiffres et de faits, pour comparer, différencier les acteurs et réorienter les financements vers ceux qui prouvent leur niveau de qualité par une démarche d'amélioration continue. Les Français plébiscitent la qualité, elle doit donc être au coeur des réflexions et encouragée à tous les niveaux.

Non seulement nous pensons que les niveaux de qualité de chaque établissement doivent être rendus publics par l'Etat, comme il est d'usage dans de nombreux pays européens, mais nous estimons juste que ce dernier finance la santé selon la qualité des soins prodigués. Car financer l'investissement pour la qualité, c'est in fine générer des économies et placer la santé dans un cercle vertueux.

Et plus que cela, c'est un réel choix de justice sociale.

Pascal Roché, Directeur général de Ramsay Générale de Santé,
leader de l'hospitalisation privée en France

Vous aussi, **partagez vos idées** avec les lecteurs des Echos

[JE CONTRIBUE \(HTTP://LECERCLE.LESECHOS.FR/CONTRIBUTION\)](http://lecercle.lesechos.fr/contribution)



Sushi Soba

-5€ sur votre 1ère commande mobile



Commander

(javascript:void(0);)